Note de conjoncture 22

9 mars 2012

L'actualité des sondages, études et conférences

Alain Vermeersch

Sondages

Présidentielle
L'écart entre François Hollande, qui perd 1 point avec 27% d'intentions de vote au premier tour, et Nicolas Sarkozy, en hausse d'un point à 25%, s'est réduit par rapport à la mi-février, selon une enquête **Harris Interactive** pour VSD (07/03). Derrière, Marine Le Pen (18%) cède 2 points alors que François Bayrou (13%) est stable. Parmi les autres candidats, Jean-Luc Mélenchon (9%) gagne 1 point tandis qu'Eva Joly (3%) en perd un. Tous les autres candidats recueillent 1% d'intentions de vote: Nathalie Arthaud (+1 point), Philippe Poutou (+1), Corinne Lepage (stable), Dominique de Villepin (stable) et Nicolas Dupont-Aignon (stable). Au second tour, François Hollande devance nettement Nicolas Sarkozy avec 56% des intentions de vote, en baisse d'un point, contre 44% (+1).
Le candidat du Front de Gauche Jean-Luc Mélenchon continue sa progression dans les intentions de vote selon le sondage quotidien **Ifop-ParisMatch** publié mardi. Au premier tour, il gagne 0,5 point pour atteindre 8,5%. L'ancien socialiste avait déjà gagné 0,5 point mardi. La candidate du Front national Marine Le Pen perd quant à elle 0,5 point (18%). Les scores restent inchangés pour les autres candidats. Le socialiste François Hollande est toujours en tête avec 29,5% des intentions de vote devant le président-candidat Nicolas Sarkozy (26%). (7/03)
Hollande et Sarkozy cède 2 points, remontées de Le Pen, Bayrou et Mélenchon (**Ipsos/Le Monde** 05/03)
Avec 29,5% des intentions de vote, le candidat socialiste maintient son écart de 4,5 points sur Nicolas Sarkozy (25%) par rapport aux 24 et 25 février. Marine Le Pen (+1,5 point) recueille 17,5% des intentions des vote. Elle est suivie de François Bayrou (12,5%, +1 point) et de Jean-Luc Mélenchon (9,5%, +1,5%). Les autres candidats sont loin derrière: Eva Joly 2% (-0,5 point), Dominique de Villepin 1,5% (+0,5%), Nicolas Dupont-Aignan 1%, Nathalie Arthaud, Philippe Poutou et Corinne Lepage 0,5% (tous stables).
Au second tour, 58% des électeurs ont l'intention de voter François Hollande, et 42% Nicolas Sarkozy, soit le même rapport de force que les 24-25 février.
13% des personnes interrogées certaines d'aller voter n'ont pas exprimé d'intentions de vote pour le premier tour.
Concernant le premier tour, 57% des personnes interrogées déclarent que leur choix est définitif (-4). Pour le second tour, elles sont 77% à l'affirmer (-1). Selon l'enquête, 50% des électeurs de M. Bayrou reporteraient leur vote sur M. Hollande au second tour et 17% sur M. Sarkozy, les 33% restants n'ayant pas exprimé d'intention de vote. 87% des électeurs de M. Mélenchon voteraient Hollande et 1% Sarkozy. Enfin 23% des électeurs de Mme Le Pen opteraient pour le candidat socialiste, et 33% pour le président sortant. En ce qui concerne la participation, 78% des électeurs déclarent avoir l'intention d'aller voter,

mais, met en garde Ipsos, "l'expérience indique que les électeurs surestiment leur participation" et "ces chiffres sont donc à interpréter avec prudence".
Pour le moment, 65% des personnes interrogées jugent la campagne "pas intéressante", contre 34% "intéressante", 1% ne se prononçant pas. Elles sont 73% à considérer que l'on ne parle pas assez des retraites comme du logement. En revanche, pour 43% d'entre elles, on parle trop de la crise économique et financière et pour 34% de la dette publique et des déficits.

Bayrou et Hollande « représentent bien le peuple pour la moitié des Français. La moitié des Français estiment que François Bayrou "représente bien le peuple" (50%), selon un **sondage Harris Interactive** pour "2012etvous.fr", le site de RTL, M6 et MSN pour l'élection présidentielle. La même proportion ou presque des personnes interrogées ont le même jugement sur François Hollande (47%). Le candidat socialiste et le candidat centriste se placent sur ce critère devant Jean-Luc Mélenchon (37%), Marine Le Pen (31%) et Nicolas Sarkozy (29%). (06/03)

L'un des enseignements de l'**enquête Ifop** réalisée pour le JDD (04/03) : 70% des personnes interrogées estiment que l'élection présidentielle ne se déroule pas dans un climat serein et respectueux. Une inquiétude massivement partagée presque à égalité par les sympathisants de gauche (68%) et de droite (74%). À moins de 50 jours du premier tour, le climat s'est très sérieusement dégradé. En une semaine, on est donc passé de la "drôle de campagne" à la "sale campagne". La campagne prend des allures de guerre de tranchées où le débat sur le fond devient impossible. Où sont les réponses à la crise financière? Où sont les solutions contre le chômage? Quelles pistes pour réduire les déficits? L'enquête Ifop/JDD pointe ces inquiétudes, non sans paradoxe puisque les personnes interrogées se félicitent à la fois que les candidats abordent les bons sujets (64%) mais estiment qu'ils n'apportent pas des réponses satisfaisantes (68%). Sympathisants socialistes (55%) et UMP (61%) se retrouvent, une fois n'est pas coutume, pour regretter une campagne qui ne suscite pas l'espoir. Pour Frédéric Dabi, directeur adjoint de l'Ifop, ce climat de campagne est "propice à une très forte abstention" comme en 2002. À l'époque, 28% des électeurs ne s'étaient pas déplacés. Un record sous la Ve République. Alors 2012 pis que 2002? Pour l'instant, cette "sale campagne" ne semble pas profiter au vote protestataire. »

La tendance se confirme. François Hollande et Nicolas Sarkozy se rapprochent dans les sondages. C'est ce que révèle la quatrième vague du **baromètre Ifop-Fiducial/Paris-Match** (28/02). Comme lors des enquêtes précédentes, François Hollande se place en tête du premier tour avec 28,5% des intentions de vote. De 6,5 points fin janvier au lendemain de la séquence du Bourget, puis 5 points mi-février, l'écart entre les deux prétendants n'est plus que 1,5 point. D'après l'Ifop, ce resserrement tient d'abord à l'érosion du score de François Hollande (en baisse de 1,5 point) et à la progression des intentions de vote en faveur de Nicolas Sarkozy (+2 points). Avec 27%, le candidat de l'UMP recueille un score jamais atteint lors des enquêtes précédentes et bénéficie d'un double phénomène. D'une part, le champ électoral s'éclaircit à droite du fait du ralliement sur la candidature Sarkozy de Christine Boutin, Hervé Morin et Frédéric Nihous. D'autre part, le président sortant, au-delà de la consolidation de son électorat traditionnel (41% chez les personnes âgées de plus de 65 ans, contre 23% pour François Hollande), progresse et ce pour la première fois, dans des segments de population constituant "la France du travail" : + 3 points chez les 35-49 ans et les professions intermédiaires, +4 points parmi les cadres et les professions libérales. Le mouvement de bipolarisation initié dès le meeting du Bourget du candidat socialiste est exacerbé par l'intensification de la campagne de Nicolas Sarkozy. Cette bipolarisation se traduit, d'abord, par un assèchement de l'espace électoral de la plupart des candidats. L'écart entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen continue de s'accroître : de 7,5 points le 13 février, il atteint aujourd'hui 10 points (27% contre 17%). Avec 17% d'intentions de vote, la candidate du Front national recule (-0,5 point depuis le 13 février). Quant au candidat du MoDem François Bayrou, il reste stable avec 12,5% d'intentions de vote. J-L. Melenchon avec 8,5 % gagne 1 point.
Sondage Sofres-Canal+ Les Français et la gauche de la gauche (26/02). Pour 26% des Français, J-L. Mélenchon est, parmi les candidats, le meilleur défenseur des ouvriers. Viennent ensuite F. Hollande (30%), F. Bayrou (16%), N. Sarkozy (12% et M. Le Pen (10%). Auprès des ouvriers c'est F. Hollande qui l'emporte avec 31% suivi de J-L. Mélenchon (25%), F. Bayrou (15%), N. Sarkozy (12%) à égalité avec M. Le Pen.

Une large majorité de Français (59%) estiment que l'on parle «trop» du président-candidat Nicolas Sarkozy, 47% ont ce sentiment à l'égard du socialiste François Hollande et 45% vis-à-vis de Marine Le Pen (FN), selon un sondage réalisé par l'institut **TNS Sofres** et Mediaprism pour i-TELE publié hier. En revanche, ils considèrent, à 46%, que l'on parle «comme il faut» de François Bayrou (MoDem), à 40% de Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et à 37% d'Eva Joly (EELV). Pour cette dernière, toutefois, 36% considèrent qu'on parle «trop» d'elle. (24/02)

La campagne de Mélenchon.

Dans **M le Magazine du Monde** (03/03), Christian Salmon s'exclame « Loué soit Mélenchon ! » et de remarquer « M. Mélenchon, lui, à la différence de Mme Le Pen, madone médiatique, fruit d'un croisement -hasardeux entre Jeanne d'Arc et Sarah Palin, fait de la politique à l'ancienne, celle qui, depuis les Grecs, fait naître la "res publica" de l'esprit de révolte et qui renaît en cette année 2012 sur les places publiques d'Athènes et se propage de Tunis au Caire, de Madrid à Wall Street. La politique considérée non pas comme une série télévisée, mais comme un moment d'intense discussion. Car, on l'avait oublié, il n'y pas d'autre forme à la démocratie que l'attroupement spontané d'une foule en colère. C'est elle qui donne naissance au premier forum. C'est elle qui inaugure la grande dispute citoyenne qui fonde la démocratie. C'est le grand mérite de la campagne de M. Mélenchon que de renouer avec ces sources de la démocratie. Elle opère un triple déplacement du débat public. De la scène du souverain et de ses rivaux vers la scène du forum, de la place publique. Elle milite pour un changement social mais aussi pour un changement de perception. Elle rend contagieux un certain état d'esprit. Loin des "éléments de langage" qui sclérosent la parole politique, M. Mélenchon emploie une langue qui se souvient de Rabelais, de Villon, mais aussi de Brassens. Aux "ébahis de la com'" qui ne savent qu'imiter les campagnes à l'américaine, M. Mélenchon oppose l'histoire de France de l'émancipation : "De La Boétie aux philosophes des Lumières, des "Maillotins" de Paris, courant plus vite que les bourgeois, aux sans-culottes, Robespierre, fondateur de notre liberté, Olympe de Gouges, notre remords, Gracchus Babeuf, ceux de 1848 et les communards, le martyr des résistants pour vaincre les nazis, la lutte pour la décolonisation. Tout, nous prenons tout. [...] Jean Jaurès et l'indomptable Louise Michel." Le revoilà, le citoyen qui avait disparu des campagnes électorales soumises à la bêtise narrative, celle qui nous fait choisir un candidat comme une marque, dans un mouvement de sympathie dévoyée. Le revoilà le peuple absent, le "peuple qui manque", disait Gilles Deleuze, un peuple qui s'était détourné de la gauche... »
F. Fressoz écrit dans son blog (06/03) « Bonne nouvelle pour Jean-Luc Mélenchon, de retour de vacances : dans le sondage Ipsos pour *Le Monde*, le candidat du Front de gauche progresse de 1,5 point et frôle la barre symbolique des 10 % d'intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle. Il a attaqué la dernière ligne droite avant la présidentielle par un passage certes tardif mais remarqué, lundi 5 mars, dans l'émission "Parole de candidat" diffusée sur TF1. Autre signe qui ne trompe pas pour l'équipe du candidat : ses meetings font le plein. "Il y a une véritable progression dans la durée", note Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. M. Mélenchon pourrait également bénéficier de l'égalité stricte du temps de parole, qui débute le 20 mars. Autant d'éléments qui pourraient aider l'eurodéputé à franchir les 10 % d'intentions de vote – un "seuil de crédibilité" pour M. Mélenchon. De son côté, François Hollande regarde plutôt d'un bon œil la progression de M. Mélenchon dans les sondages, même s'il préférerait avoir gagner des points sur son nom. "Il tire un bénéfice de la campagne qui a été la sienne : après été dans l'affrontement avec moi, il cherche l'affrontement direct avec l'extrême droite. Il a raison. Sa campagne est utile à la gauche quand il va chercher des électeurs qui pourraient pencher du côté de l'extrême droite", analyse le candidat PS. Et d'ajouter : "Il a compris que c'était mieux si nous gagnons la présidentielle que si nous la perdions." Pour Jean-Luc Mélenchon, sa progression dans les sondages a déjà commencé à produire des effets. Il en veut pour preuve la proposition de M. Hollande de taxer à 75 % les revenus supérieurs à un million d'euros par an. La situation pourrait se compliquer pour les socialistes si le Front de gauche réussit à renforcer son groupe à l'Assemblée nationale »
Gaël Sliman, directeur de BVA opinion, estime dans Le Parisien (06/03) que « Mélenchon a un potentiel important. Cela paraît d'autant plus crédible que, après avoir beaucoup monté, Marine Le Pen et François Bayrou sont en phase de descente. Si l'on tient compte des marges d'erreur — 2,5% en plus ou en moins —, on constate que Mélenchon pourrait côtoyer Bayrou : en ajoutant 2,5 points au premier et en en

retranchant autant au second, ils seraient à égalité à 10,5%… ce qui explique peut-être que le candidat socialiste ait mis un coup de barre à gauche. En revanche, s'il se mettait à faire des clins d'œil au centre, Hollande risquerait de se faire chiper quelques points par Mélenchon. Le paradoxe chez ce dernier, c'est qu'il vante et défend les ouvriers, mais ce n'est pas du tout chez eux qu'il réalise ses meilleurs scores, loin de là. Il est bien meilleur auprès des classes moyennes!
Eric Dupin remarque dans **Rue 89 (03/03)** « Pour l'heure, c'est Jean-Luc Mélenchon qui conduit la meilleure campagne présidentielle. Le talent du candidat du Front de Gauche est même salué par un vétéran du commentaire politique, Alain Duhamel. Le candidat du Front de Gauche est actuellement crédité de 8 à 9,5% des intentions de vote selon les instituts. Mais il est envisageable que la dynamique de la campagne lui soit profitable. Voire, pourquoi pas, qu'il dépasse François Bayrou. Le champion de l'antilepénisme Mélenchon est d'ores et déjà persuadé d'avoir remporté une victoire majeure face à Marine Le Pen. Lancer une attaque frontale et brutale contre le FN, ménagé par ceux qui, à l'UMP et parfois même au PS, n'oublient pas l'enjeu des reports de voix, fut un choix stratégique mûrement réfléchi. Le modérantisme assumé de Hollande, pimenté de temps à autre par quelques clins d'œil à gauche, dégage un espace pour la candidature Mélenchon. A rebours du « vote utile », celle-ci peut attirer un vote tactique d'électeurs socialistes peu rassurés par les orientations du candidat du PS. Elle s'ancre aussi et surtout dans une tradition de gauche communiste qui reste vivace en France malgré la marginalisation du PCF. Son programme, dévoilé dès septembre de l'année dernière, ose reposer les questions fondatrices de cette tradition historique. »

N. Sarkozy

Réformer la prime pour l'emploi (PPE). C'est la principale proposition de Nicolas Sarkozy annoncée sur France 2. "Je fais la proposition aux Français de réformer complètement la prime pour l'emploi, car cette prime ne marche pas."
Il a proposé d'alléger les charges sur les bas salaires, entre 1 200 et 1 400 euros nets par mois. Selon M. Sarkozy, cela devrait permettre "à 7 millions" de salariés de "gagner 1 000 euros par an en plus". Faire travailler les bénéficiaires du RSA**.** Il a donc annoncé que "les personnes au RSA devraient faire 7 heures de travail, rémunérées au niveau du smic. C'est la logique des droits et des devoirs." Rendre publiques les hautes rémunérations.
Encadrer les rémunérations des grands patrons. "Dorénavant, les rémunérations des plus hauts dirigeants devront être votées non pas par le conseil d'administration, où, en général, il y a beaucoup d'amis, mais par l'assemblée générale des actionnaires". (Le Monde.fr 23/02)

Ezra Suleiman, professeur de science politique à l'université de Princeton a analysé les propositions des deux principaux partis politiques (Le Monde 07/03) , Parti socialiste et UMP, avoue être « impressionné par l'important consensus qui existe malgré la rhétorique. Tout le monde est pour la maîtrise des dépenses, pour la croissance, pour l'égalité, pour les jeunes, pour la réduction du chômage, pour soutenir l'école. Mais où sont les idées audacieuses ou neuves pour sortir la France de sa situation fragile ? Comme il faut promettre des changements, le PS et l'UMP ont puisé leur inspiration dans la campagne de 1974 : ils promettent des changements sans risque. On conserve les acquis et vous n'avez rien à craindre. On s'indigne. On tombe dans la nostalgie du Conseil national de la Résistance. Cette nostalgie s'alimente à d'autres moments exceptionnels, que ce soit la naissance du modèle social, la défense de la laïcité ou de l'école républicaine. Mais il s'agit presque toujours de conservations et rarement d'adaptation. » Il remarque « Les deux grandes formations politiques dépensent beaucoup d'énergie à traiter des problèmes secondaires (la nationalité, la citoyenneté, comment aborder la culture numérisée) et négligent ce qui concerne tout le monde, à savoir la formation, l'emploi, l'avenir. Pourquoi ? Parce que les problèmes sociaux-culturels leur permettent de se distinguer l'un de l'autre plus facilement. Il est paradoxal de voir la France s'arc-bouter à son exception tout en refusant le combat d'idées. Comment se fait-il que la France soit devenue, sans l'admettre, le pays du consensus tandis que l'Amérique est en proie aux déchirements idéologiques ? Mais la France, avec son manque de croissance, la perte de sa compétitivité, son endettement, son déficit budgétaire, son inégalité en hausse, certaines de ses politiques publiques qui favorisent les rentiers, qui avantagent les vieux au détriment des jeunes, etc., cette France-là a besoin de

nouvelles idées et de réformes plus audacieuses que ce que la classe politique propose ou a accepté depuis trente ans. » Et de conclure « Quoi d'étonnant en tout cas à ce que la conséquence de cet immobilisme sur le moral français mette la France en tête du pessimisme et du mécontentement ? »

Philippe Cohen souligne dans Marianne2 (05/03) « Cette semaine a été polarisée par la proposition de François Hollande de taxer les quelque milliers de Français dont les revenus sont supérieurs à un million d'euros par an, au nom de la justice fiscale. Cette mesure est évidemment bienvenue. Mais chacun sait, et François Hollande lui-même, qu'elle ne rapporterait pas grand chose à l'Etat, et ne changera guère l'équation économique du pays, à part le plaisir d'entendre les cris de gorets poussés par les représentants du lobby des plus riches. Comment s'étonner dans ces conditions, que, selon un sondage IPSOS, un Français sur trois seulement pense que sa situation va s'améliorer si François Hollande est élu ? Les électeurs français semblent donc majoritairement ligués par une priorité : se débarrasser de Nicolas Sarkozy qui a, il est vrai, agi avec constance pour en arriver là. Au-delà de ce « quasi-référendum », quatre ans de crise semblent avoir persuadé nos concitoyens de ce que la politique a perdu toute capacité à forger le destin des nations. Il est vrai qu'en dehors de l'Islande, jugée trop petite pour être significative, tel est bien le spectacle joué par les gouvernements européens : s'orienter tout doucement vers la faillite sous la bannière de l'Union. En somme, ruiner les pays pour sauver l'Europe. »

Economie-social

Sondage

Que pensent les 18-30 ans de la campagne présidentielle ? Dans un sondage **Ipsos/Logica Business Consulting** (03/03) pour le magazine Glamour, il s'avère que les jeunes sont le sentiment de ne pas être écoutés alors que, pour une partie, l'avenir leur apparaît comme particulièrement morose. 87% des jeunes interrogés pensent que les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce qu'ils pensent et de leurs préoccupations. Selon le sondage, leur priorité est de réussir leur vie professionnelle. 64% en font un sujet de préoccupation majeure et 96% pensent que s'épanouir dans son travail est essentiel pour être heureux. Mais six jeunes sur dix s'attendent à connaître plusieurs périodes de chômage. 49% d'entre eux ont d'ailleurs une grande peur de tomber dans la précarité. C'est pour cela que 82% des 18-30 ans mettent de l'argent de côté et/ou font appel à leurs parents. Ainsi, un peu plus de la moitié des personnes interrogées (54%) affirment qu'elles ne pourraient pas s'en sortir sans être aidées par leur famille.
Du côté de l'éducation, les études sont jugées comme étant encore trop déconnectées du monde du travail. Le sondage met l'accent sur la très forte défiance des jeunes à l'égard des responsables politiques. D'ailleurs, 44% déclarent n'être ni de droite, ni de gauche.

La taxe sur la richesse

Deux Français sur trois approuvent l'idée de taxer les riches à 75 %. Quelque 36 % y sont même très favorables. Le sondage de l'**institut BVA** pour RTL (03/03), Le Progrès et la presse régionale conforte donc le leader socialiste dans son choix. Sans surprise, les personnes interrogées qui se réclament de gauche (91 %) et aussi celles qui se déclarent proches du Front national (69 %) estiment cette idée opportune. Les sympathisants UMP y sont hostiles. «En faisant cette proposition lundi soir, François Hollande cherchait à atteindre trois objectifs rassurer son électorat le plus à gauche et les milieux populaires, ne pas laisser Nicolas Sarkozy seul maître de l'agenda médiatique et tenter d'enfermer le président sortant dans une image de 'défenseur des riches'. Ce sondage nous montre qu'au moins le premier de ces objectifs est atteint» indique Eric Bonnet, directeur adjoint de BVA opinions. Colère de Maurice Levy, auréolé cette fois du titre de président de l'Afep (Association française des entreprises privées). Dans une tribune publiée sur le site Huffington Post, il fustige une proposition "négative pour la compétitivité". C'est tout sauf "une mesure de justice fiscale […], une mesure symbolique au rendement dérisoire, porteuse de risques majeurs pour notre économie", assure-t-il. Peu importe que 61% des Français y soient favorables, selon un sondage TNS Sofres publié le même jour. Interrogés par l'Ifop pour le JDD.fr sur leur adhésion à la création de cette surtaxe, ils étaient encore 57% à l'approuver. À noter que les sympatisants du FN estimaient à 49% qu'elle risquait d'inciter les personnes les plus riches à quitter la France, (contre 67% pour les sympatisants de l'UMP et 24% pour les sympathisants de gauche).

François d'Orcival est horrifié (Valeurs actuelles 08/03) « Les Français applaudissent à l'impôt quand il est payé par un autre. Or un contribuable sur deux ne paie pas d'impôt sur le revenu. Les Français sont donc toujours hostiles à toute hausse de la TVA qu'ils paient, et toujours favorables à la hausse des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, du barème de l'ISF ou des plus-values dès lors qu'ils ne les paient pas. En France, le discours "antiriches" relève de l'idéologie de la lutte des classes et de la mythologie révolutionnaire avec ses préjugés et ses invectives. Et ça marche, même sur une opinion surinformée. Ni Lionel Jospin en 2002 ni Ségolène Royal en 2007 n'ont remis la lutte des classes à leur programme. François Hollande y revient en comptant bien rééditer les succès de Mitterrand. Le tout est de savoir, si les socialistes cumulaient à la fois tous les organes de l'exécutif (État et collectivités locales) et ceux du législatif (Assemblée et Sénat), ce qu'ils feraient de cette suprématie sur un tel fond de lutte des classes. »
Commentaire d'Eric Maurin (Jdd 04/03) « Il y a un fort sentiment d'injustice au contraire. Les gens sont convaincus que les plus fortunés continuent de s'enrichir et ne paient pas assez d'impôts. Ils ont des outils de défiscalisation, le bouclier fiscal, les niches et les exonérations d'ISF et profitent du fait que les gains sur le capital sont moins taxés que les revenus du travail. Les taux d'imposition réels sont aussi plus faibles et donc moins progressifs chez les très riches. François Hollande a fait un calcul opportuniste, pas idéologique. Il défend un capitalisme acceptable en partant du constat que nous sommes au milieu d'une crise économique avec un taux de chômage qui progresse tandis que les salaires moyens augmentent peu. La rigueur sera douloureuse et elle doit l'être aussi pour les riches. »
Gérard Courtois (le Monde 06/03) souligne à la lumière de ce sondage « Derrière ce constat, pointe une réelle frustration : une proportion équivalente (66 % à 68 %) juge que cette campagne n'est pas de nature à susciter de l'espoir chez les Français et qu'elle n'apporte pas de réponses à leurs problèmes. Ils n'ont pas tort. L'empoignade actuelle - et tout autant des controverses baroques et dérisoires comme celle sur la viande halal, amorcée par la candidate du Front national et relancée par M. Sarkozy - éclipse les questions qui devraient être au centre du débat : comment répondre à la crise économique et sociale qui mine le pays, comment désendetter la France et retrouver la croissance, avec quelle vision de l'avenir ? Ce peut être la chance des candidats de second rang. Dans les semaines qui nous séparent du 22 avril, les Français pourraient bien en faire, chacun à sa manière, les porte-voix de leur exaspération. Quand elle s'agace, comme quand elle s'ennuie, la France devient volontiers imprévisible. »

Selon un sondage **Ifop/Atlantico**, un tiers des actifs estiment que le risque qu'ils se retrouvent au chômage dans les mois à venir est grand. Les partisans de l'UMP semblent avoir légèrement moins peur du chômage. On peut l'expliquer par le fait qu'on se trouve face à des catégories qui sont un plus aisées et aussi comme un réflexe politique de soutien au gouvernement en place. Plus intéressant, en termes de catégories socio-professionnelles, les cadres comme les employés ou les ouvriers se disent tous dans les mêmes proportions qu'ils pourraient rencontrer le chômage dans les mois à venir. L'inquiétude est plus marquée chez les femmes que chez les hommes (67% contre 58%). Et plus vive quand on monte dans les tranches d'âges : pour les plus de 50 ans, on est a plus de 80 %, on tombe à 59% pour les 35-49 ans, et 50% a moins de 35 ans.

Crise. Une décennie de progression économique partie en fumée. C'est le prix payé par les pays riches après la crise économique et financière de 2008. L'économie grecque a ainsi reculé de douze années, tandis que l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne ont perdu au moins sept années de croissance, sinon plus. La Grande-Bretagne, la première nation à avoir été frappée par la crise financière et à avoir mis en place un plan de sauvetage bancaire, a régressé de huit ans. Sans parler des Etats-Unis: dix ans. La méthodologie mise en place pour construire cette drôle de machine à remonter le temps repose sur trois catégories d'indicateurs: l'évaluation de la richesse des ménages (avoirs financiers, avoirs immobiliers), le niveau de consommation, et celui des salaires réels (indissociable du taux de chômage).

Désastre boursier. Dans la première catégorie, les indices boursiers sont évidemment ceux qui pèsent le plus négativement dans la balance. Un mois après la faillite retentissante de la banque d'investissement Lehman Brothers aux Etats-Unis, en septembre 2008, les actions américaines avaient déjà perdu un quart de leur valeur. Sachant que les retraites des Américains dépendent en grande partie de la Bourse, on

imagine l'étendue du désastre. De nombreux investisseurs n'ont en réalité réalisé aucun gain en treize ans! De même, en Grèce, les cours des titres étaient plus élevés en 1992 qu'aujourd'hui. Ce qui revient à effacer vingt ans de progression boursière. Dans l'immobilier, les propriétés ont aussi perdu énormément de leur valeur. Aux Etats-Unis, les prix de la pierre sont revenus à leur niveau de 2001. En Grande-Bretagne, à ceux de 2004. Soit une moins-value de 785 milliards de dollars pour les Britanniques et de 9 200 milliards de dollars pour les Américains!

Fiscalité défavorable. Certains indicateurs peuvent vite se redresser: les cours boursiers, par exemple. D'autres mettent plus de temps, comme les indices de production. L'évolution du PIB nominal (en valeur) est une mesure essentielle pour évaluer la solvabilité d'un pays, sachant que la croissance et l'inflation allègent le coût de la dette. Une économie qui se rétracte aggrave donc le panorama. Quatorze pays, dont huit membres de l'Union européenne, se trouvent dans une situation délicate: ils doivent rembourser leurs dettes dans un contexte fiscal moins favorable. C'est le cas de l'Irlande, par exemple, qui était plus riche en 2006 qu'en 2011. Du côté des ménages, on observe aussi une dégradation du niveau de richesse. En prenant en compte le PIB réel par habitant, l'inflation et la croissance démographique, il est possible de mesurer la dégradation du niveau de vie des individus dans les pays riches. Et l'on constate qu'un tiers des 184 pays suivis par le FMI sont plus pauvres aujourd'hui qu'en 2007. Parmi les membres du G 7, seule l'Allemagne n'a pas régressé. Si l'on s'intéresse aux indicateurs du marché du travail, on voit que le tableau n'est pas meilleur: dans 10 des 25 pays riches membres de l'OCDE, les salaires réels ont diminué par rapport à 2010. En Grèce et en Hongrie, les salaires sont inférieurs à ceux de 2004.

Emploi sinistré. Sur le front du chômage, il semble que tous les efforts déployés pour réduire les pertes d'emplois avant 2007 ont été effacés par la crise. Aux Etats-Unis, le taux de chômage reste fixé à 8,3 %, soit le niveau de 1983. En Grande-Bretagne, la situation de l'emploi est la pire depuis dix-sept ans. Dans la zone euro, en revanche, on observe davantage de disparités: le chômage baisse en Allemagne, mais grimpe en Grèce, au Portugal et en Irlande, où il se situe à des niveaux proches des pics atteints dans les années 1990. Seule la croissance permet de remettre la pendule économique à l'heure. Sur ce front, les nouvelles en provenance du FMI sont plutôt encourageantes: des pays du G 7, l'Italie serait le seul à conserver en 2015 un PIB réel inférieur à celui de 2007, alors que les Etats-Unis, par exemple, sont déjà sur la voie du redressement. Mais un point noir subsiste: les travailleurs ayant connu une longue période de chômage. Pour certains d'entre eux, le temps perdu ne sera jamais rattrapé.

Compétitivité et coût du travail. Selon une étude de l'Insee publiée ce 22 février, la main d'œuvre est restée plus chère en France qu'en Allemagne entre 1996 et 2008. Avec pour seule exception l'industrie. Le coût horaire est resté le même dans l'industrie dans les deux pays autour de 33 euros. Les deux pays sont donc placés dans le groupe des pays à fort coût. Dans certaines filières de l'industrie, comme l'automobile, le coût horaire allemand est même plus élevé qu'en France. Il est dans ce domaine de 43,14 euros en Allemagne contre 33,38 euros en France. C'est le plus élevé d'Europe. L'étude de l'Insee précise que le coût horaire augmente en fonction de la taille de l'entreprise. Les entreprises de l'industrie française avec plus de 1 000 salariés enregistrent un coût horaire supérieur de 50% à celui des entreprises de 10 à 49 salariés. Dans les grandes entreprises allemandes, le coût est multiplié par deux. La situation de l'Allemagne s'explique par la modération salariale pratiquée outre-Rhin et par une réduction du taux de cotisation patronale équivalent à un point de TVA. En termes de compétitivité, l'Insee estime que les écarts de coût horaire au sein de l'Union européenne sont partiellement compensés par la productivité. Dans l'industrie, ce coût moyen de la main d'œuvre par unité produite a baissé entre 1996 et 2008 dans un certain nombre de pays, dont la France (-0,5% par an) et l'Allemagne (-0,7%). La productivité y a progressé plus vite que le coût horaire. En revanche, dans les services, le coût salarial unitaire évolue à la hausse pour l'ensemble des pays de l'ex-UE. Selon l'Insee, à moyen terme le taux de cotisations sociales employeurs n'est pas déterminant du coût horaire. *"Seul le niveau global de taxe compte, pas la répartition entre cotisations sociales employeurs, cotisations sociales salariés et impôt sur le revenu"*, assure l'étude. Dans les autres secteurs marchands, la main d'œuvre est restée plus onéreuse en France qu'en Allemagne. En 2008, le coût horaire dans le secteur marchand restait plus élevé de 2,83 euros en

France qu'en Allemagne. Dans les services l'écart est encore plus impressionnant, car la France se trouve dans le groupe des pays à fort coût alors que l'Allemagne n'est que dans le groupe moyen. (L'Usine nouvelle 16/02)

L'UIMM met en débat un nouveau pacte social dans la présidentielle

L'organisation professionnelle réclame qu'on lui livre des salariés disposant au minimum d'un socle de connaissance de base. En gros savoir lire, écrire, compter, s'exprimer en anglais, maîtriser les TIC, quitte à revoir le fonctionnement du collège unique qui ne lui semble pas adapter à la diversité des élèves. Sur le thème de l'alternance, elle est prête à s'engager sur le sujet, en systématisant la proposition de CDI à l'issu de la phase de formation. L'UIMM réclame une sécurisation juridique et un allégement de ce qui relève du licenciement économique. L'organisation veut éviter des procédures qui s'éternisent. Elle veut aussi surtout revenir sur la notion de *"sauvegarde de la compétitivité"* qui est évalué par les juges. Pour favoriser le retour à l'emploi, l'UIMM avance à la fois la carotte et le bâton. Premièrement : offrir une prime à ceux qui se remettent en selle rapidement, avant épuisement de leur droit. Deuxièmement : l'organisation propose de revoir la dégressivité du salaire, afin qu'il ne soit pas uniforme durant toute la durée de l'indemnisation, autre manière de motiver les salariés à une reprise rapide. L'UIMM voit d'un assez mauvais œil, les initiatives du candidat-président Nicolas Sarkozy d'organiser des référendums sur des sujets qui sont actuellement du ressort des partenaires sociaux comme le chômage ou la formation. Elle estime que le paritarisme est en effet un *"facteur clé de cohésion sociale"* et propose de donner la primeur à la négociation collective sur la construction des normes sociales en l'inscrivant dans le préambule de la constitution. Elle invite à renforcer la représentativité des organisations tant syndicales que patronales. Un point de différence avec le MEDEF, qui pousse très mollement sur le sujet de la représentativité patronale. L'UIMM prend acte des avancées récentes sur la TVA sociale votée cette semaine à l'assemblée, mais elle veut aller plus loin. Elle souhaite un véritable choc de compétitivité qui supprimerait les cotisations familles de l'ensemble des salaires pour porter l'économie des 13 milliards actuels à 30 milliards. Puis une nouvelle étape qui réduirait d'environ 6 points les cotisations : portant l'économie globale à 65 milliards d'euros. Ce financement serait assuré par un mix de hausse de CSG et d'économies ciblées pour redéployer les dépenses sans compromettre la qualité de la protection sociale. (L'usine nouvelle 16/02)

Europe

52% des Français estiment que face à la crise économique, les réponses devraient surtout être apportées au niveau européen, contre 38% qui privilégient le niveau national. C'est l'un des enseignements du sondage **Eurobaromètre Flash** réalisé par TNS (06/03). L'impact ressenti et pressenti de la crise sur la vie quotidienne est important. 66% des Français considèrent certes que leur situation personnelle est bonne, mais il s'agit d'un recul de 9 points par rapport à une précédente enquête effectuée au printemps 2009. De plus, 52% ont le sentiment que leur situation va se détériorer dans les trois prochaines années (+12). La construction européenne continue de bénéficier d'une image largement favorable malgré un effritement de certains indicateurs. Le désir d'Europe demeure élevé. Si 74% des Français estiment que face à la crise, les pays européens ont surtout fait prévaloir leurs intérêts immédiats (contre 21% pour lesquels ils ont agi collectivement), 52% considèrent que les réponses devraient surtout être apportées au niveau européen. Discipline budgétaire et croissance ne s'opposent pas. 79% des personnes interrogées se prononcent pour un plus grand contrôle de l'Union européenne sur les budgets des Etats membres et 88% sont favorables à un programme pour relancer la croissance en Europe. Par ailleurs, on enregistre des taux d'adhésion très élevés pour une réglementation plus stricte des services financiers (91%), le principe de réciprocité dans les échanges internationaux (82%), un contrôle plus poussé des agences de notation (73%), une taxe sur les transactions financières (72%) et un rapprochement de la fiscalité des Etats membres (71%). Le principe de l'unanimité rencontre ses limites aux yeux de l'opinion. 80% des Français souhaitent que davantage de décisions soient prises à la majorité plutôt qu'à l'unanimité. Les Français expriment un besoin d'information. Seuls 33% d'entre eux se sentent bien informés sur la vie politique de l'Union européenne. 76% aimeraient que les politiques leur parlent davantage de l'UE.

Commentaire de Catherine Chatignoux (les Echos 07/03) « Face à la perspective d'une récession durable et de plans d'austérité très durs dans plusieurs pays de la zone euro, les économistes et les acteurs européens présents hier se sont dits préoccupés par l'absence criante de stratégie de croissance et une certaine dérive démocratique. « Sur le plan économique et social, aucune mesure n'est prise pour relancer l'investissement et la croissance » a déploré la députée, Elisabeth Guigou, alors que les besoins sont nombreux et identifiés. Elle a plaidé pour « l' ajout de compléments au traité budgétaire signé par 25 Etats » et pour un salaire minimum en Europe. « Sur le plan démocratique, on assiste à une régression terrible avec la méthode intergouvernementale », a-t-elle ajouté. « On a affaibli la Commission et l'intégration de la zone euro se fait sans transférer aucune compétence fiscale et budgétaire aux parlements européen et nationaux ». « Le Conseil européen prend des décisions sans aucun débat, ni avant, ni après » a renchéri l'eurodéputée Sylvie Goulard. « Les Etats se gargarisent avec le gouvernement économique. Or un gouvernement c'est responsable devant un Parlement. On est en train de perdre les citoyens ». Une opinion partagée par le Verts Daniel Cohn-Bendit qui a souligné « l'absence de transparence des décisions ». « Il faut un plan d'investissement pour ramener la croissance, en commençant par la Grèce », a-t-il dit. « On ne peut pas continuer à exiger de l'Espagne des plans d'austérité drastique alors que le taux de chômage y dépasse les 23 % et atteint 50 % chez les plus jeunes ». Le commissaire chargé du Marché intérieur,Michel Barnier, a mis en garde contre le « risque de fracture sociale » si la population souffre trop et rejette des plans de rigueur intenables. « Ce serait la fin du projet européen » .

Du côté des think tanks

Les Droites vues de Droite
Où vont les droites européennes, celles dont les principaux leaders semblent s'être ligués pour ostraciser François Hollande? La Fondation pour l'Innovation politique a regroupé dans un volume unique une série d'enquêtes portant sur l'état des formations conservatrices dans les principaux pays de l'Union. Au final, tout cela trace surtout le portrait d'une famille politique qui, certes, domine la grande majorité des différents gouvernements européens, mais dont on aurait tort de croire qu'elle a trouvé son point de stabilité, dans un contexte de crise qui n'est pas seulement économique. L'effondrement du communisme et l'épuisement d'un certain modèle social-démocrate lui permettent de dominer l'Europe qui ne fut rose qu'à la fin des années 1990. Mais le pragmatisme revendiqué de ces droites est en train d'atteindre ses limites faute d'un corps doctrinal suffisamment cohérent. Face à la globalisation, à la crise des finances publiques et à la montée concomitante d'un néopopulisme aux dimensions de l'Union, un vide est en train de se creuser qui est celui des alternances possibles. Comme en France? (Février 2012)
Cette Fondation publie 12 idées pour 2012 et Valeurs partagées (6/03) sous la direction de Dominique Reynié. Les liens d'obligation, les logiques d'appartenance, les principes de loyauté sont en voie de recomposition. Les démocraties sont bousculées par la globalisation et ses conséquences sur la répartition des richesses ou sur l'environnement, ses effets sur la figure de l'individu ou sur le lien social. Que reste-t-il de ce qui fit nos disciplines, notre contrat social, notre pacte moral, nos accords philosophiques ? Ont contribué à l'ouvrage : Raymond Boudon, Luc Ferry, André Glucksmann, Emmanuel Hirsch, Henri Madelin, Michel Maffesoli, Corine Pelluchon, Dominique Schnapper, Alain-Gérard Slama et Paul Thibaud.

Selon Terra Nova, la redistribution d'argent public a été effectuée pour l'essentiel au profit des sociétés et des ménages les plus aisés. Selon l'étude réalisée, à la demande de Libération, par le think tank Terra Nova, le bilan redistributif du quinquennat Sarkozy est sans appel : le président de la République a bien favorisé, sur l'ensemble de son bail élyséen, les classes les plus aisées, mais aussi, et dans une plus large mesure encore, les entreprises. D'après cette étude, sur les 84 milliards d'euros d'argent public redéployés au cours des cinq dernières années, 50 milliards ont été attribués aux employeurs (59,6%), 18,5 milliards sont allés dans les poches des plus favorisés (22%), et 15,4 milliards ont bénéficié au reste de la population (18,4%). Sur la seule enveloppe consacrée aux ménages, 54,5% du montant redéployé a profité aux 10% les plus riches, contre 45,5% pour les autres.

Retraites. Ces montants, qui correspondent à des soldes, c'est-à-dire à la différence entre ce qui a été accordé et ce qui a été soustrait à chacune de ces catégories sur l'ensemble du mandat, ne constituent pas, cependant, un mouvement uniforme dans le temps. De fait, l'essentiel des mesures qui ont bénéficié aux plus fortunés sont issues de décisions prises en 2007, notamment au travers de la loi Tepa (travail, emploi, pouvoir d'achat). Résultat : «Les contribuables aisés sont les grands gagnants des premiers mois du quinquennat, avec des transferts considérables en leur faveur, de l'ordre de 20 milliards d'euros», remarque Olivier Ferrand, Président de Terra Nova. Et si la tendance s'inverse en 2010 et 2011, période où «ils sont mis à contribution pour participer à l'effort de financement des retraites et de redressement des finances publiques», étant même sollicités un peu plus que le reste des Français (à hauteur de 28%), les ordres de grandeur «ne sont absolument pas comparables aux sommes qui leur ont été attribuées en début de mandat, puisque le gouvernement leur reprend moins de 10% des largesses qu'il leur a accordées». Pour le reste de la population, la tendance est encore plus nette : l'effort de distribution à leur profit, opéré en début de quinquennat, s'est progressivement mué en prélèvement au fil des années. Pour les entreprises, enfin, le pic de mesures favorables se situe en 2009, du fait du plan de relance mis en place pour faire face à la récession, mais aussi en raison de la suppression ou la réforme d'impôts comme la taxe professionnelle ou le crédit d'impôt recherche.

Gagnants. Ainsi donc, si la politique fiscale du Président a pu paraître brouillonne, cette photographie des mouvements de redistribution opérés au cours du quinquennat - réalisée pour la première fois - confirme, chiffres à l'appui, une tendance de fond : les entreprises et les ménages aisés sont les grands gagnants du mandat écoulé.

Notes de Terra Nova (05/03). **Décryptage du programme de Marine Le Pen sur les thèmes Sécurité, Justice, Laïcité, Europe et Euro**. Avant le passage de Marine Le Pen à l'émission "Parole de candidat" sur TF1. Terra Nova a proposé une analyse approfondie de certains points clés de son programme. Après sa promesse hier de mettre en œuvre la « tolérance zéro », il convient de se pencher plus précisément sur son projet en matière de sécurité et de justice. La dénonciation de l'Europe et l'euro occupent également une place centrale dans le discours de la candidate du Front national. Enfin, sa conception pervertie d'une laïcité au service de l'islamophobie fait l'objet d'un décryptage.
Deux autres notes se penchent sur Marine Le Pen et la déconstruction européenne et sur la sortie de l'euro pour sortir de la crise : une recette aux effets désastreux (05/03).

Alternatives Internationales (Mars 2012) publient un dossier sur la jeunesse en temps de crise. Les jeunes paient au prix le plus fort la dégradation du climat économique depuis 2008. Si en Europe, le taux de chômage global s'élève désormais à 10 %, il monte à 21,6 % pour les jeunes. En Espagne, qui a vu les Indignés se mobiliser de la façon la plus spectaculaire en mai 2011, il touche désormais près de la moitié des jeunes actifs, soit deux fois plus qu'en 2008. Comme le rappelle l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), ce fort taux de chômage s'accompagne d'une progression des emplois temporaires, comme des temps partiels. Et plus inquiétant encore d'une hausse de la proportion des jeunes sans emploi et hors de toute forme d'éducation ou de formation, ceux que l'on désigne désormais sous le sigle de NEET. Des jeunes souvent oubliés parce que moins visibles dans l'espace public que les jeunes diplômés, plus prompts à la manifestation . Une telle fragilisation risque d'avoir un impact d'autant plus durable sur le devenir de cette génération qu'elle se produit au moment délicat de son entrée dans la vie active. Et qu'elle prive ces jeunes d'autonomie par rapport à leurs familles. La jeunesse exaspérée est-elle pour autant tentée par la mise à bas du système ? Sur le plan idéologique, ses critiques visent moins le capitalisme en soi que ses dérives. Et d'abord les inégalités qui n'ont cessé d'enfler dans de nombreux pays depuis que sa version néolibérale y a prévalu. Même la société américaine s'est dessillée dans ce domaine à la faveur de la crise . De même, s'ils critiquent la confiscation de la démocratie représentative par les élites politiques, les mouvements d'Indignés n'entendent pas la remplacer mais la compléter par des procédures de démocratie participative aux contours encore imprécis. Une volonté qui n'est pas toujours à l'abri de dérives populistes, mais qui pourrait aussi déboucher sur un engagement renouvelé dans l'action politique locale.